Visages politiques: Krisztina Morvai

Krisztina Morvai, juriste et juge, a fait ses études à l'Université Eötvös Loránd (ELTE) de Budapest ainsi qu'à l'Université de Londres. Elle a enseigné à la faculté de droit de l'Université du Wisconsin en 1993 et 1994 et travaillé à Strasbourg en 1995 en tant que juriste du Comité Européen des Droits de l'homme. Entre 2002 et 2006, elle était la déléguée hongroise du Comité pour la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes au sein des Nations Unies, mais le cabinet de Ferenc Gyurcsány a refusé de la reconduire à ce poste en 2006. Depuis, elle a participé à de nombreuses manifestations contre les partis socialiste et libéral et a accepté de figurer en tête de liste du parti nationaliste Jobbik aux élections européennes de 2009. Ce scrutin lui a permis de gagner un mandat au Parlement européen mais, bien qu'elle soit l'une des figures emblématiques du mouvement Jobbik, elle n'a officiellement toujours pas rejoint ce parti.

Krisztina Morvai était d'abord spécialiste des droits des femmes ainsi que des questions relatives aux violences familiales. Sa première publication, intitulée Terreur dans la famille (Terror a családban), est parue en 1998 et l'a rendue célèbre dans son métier. Elle a organisé de nombreuses actions en faveur des femmes molestées auxquelles elle a apporté son soutien. Elle défendait par exemple Kitti Simek qui, à l'âge de 14 ans, avait tué son père adoptif qui la violait et battait. La jeune fille a été condamnée avec sursis en 2002 mais Ferenc Mádl, président de la République à l'époque, lui a accordé sa grâce quelques mois avant son accouchement. Cette affaire, suivie de près par les médias hongrois, a inspiré son second ouvrage à Krisztina Morvai: Peur et violence à la maison (Rettegés és erôszak otthon).

En ce qui concerne les propos antisémites et radicaux de Krisztina Morvai, ses déceptions personnelles y sont probablement pour beaucoup. Au moment où le gouvernement Gyurcsány a refusé, en 2006, de l'envoyer une deuxième fois au comité de l'ONU, elle l'a accusé de vouloir faire plaisir à Israël en refusant sa nomination. En effet Krisztina Morvai, qui avait notamment enquêté sur la situation déplorable des femmes arabes en Israël, a consideré que c'était la raison pour laquelle le gouvernement hongrois préférait se débarasser d'elle et déléguer plutôt une juriste hongroise membre d'une association juive. En 2006, le 23 octobre marque un 2e évènement important pour elle. En ce jour de fête nationale, elle participa à la réunion du parti de droite Fidesz. En rentrant de cette réunion, elle dit avoir dû se réfugier dans la cour d'un immeuble pour éviter les répressions de la police qui cherchait à disperser la foule. Afin de faire la lumière sur les évènements de cet automne 2006, au cours duquel de nombreuses manifestations ont eu lieu contre le Premier Minsitre de l'époque, Ferenc Gyurcsány, le siège de la télévision nationale a été attaqué et la police accusée de réprimer trop violemment les manifestants, elle fut co-fondatrice du soi-disant Comité civil des juristes. Dans son rapport, le comité conclut notamment que la responsabilité de l'action démesurée de la police revient à l'ancien Premier Ministre Ferenc Gyurcsány.

En 2009, elle fut de nouveau confrontée à la police à son retour de la réunion du Jobbik, le 15 mars (jour de fête nationale). En compagnie d'une petite équipe de manifestants, elle dit avoir été attaquée à coup de gaz lacrymogènes et a porté plainte contre les policiers en question. Krisztina Morvai a en outre prononcé un discours sur ce sujet au Parlement européen où, avec les deux autres délégués du parti Jobbik, elle fait partie des 27 députés inscrits à aucun groupe européen.

Anna Bajusz

-

Catégorie
Agenda Culturel